

ANNEXE VI.

COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE EN PREMIÈRE, TERMINALE OU DOUBLEMENT DE CLASSE À TITRE EXCEPTIONNEL.

1. PIÈCES JUSTIFIANT DE LA QUALITÉ D'AYANT DROIT.

1.1. Groupe I.

Soit une justification de la qualité de pupille de la nation.

Soit un certificat de position militaire (pour le militaire en activité), daté de moins de trois mois à la date de l'envoi du dossier, signé de l'autorité hiérarchique et mentionnant les dates d'entrée et de fin de service.

Soit une photocopie du titre de pension de réversion si le parent, militaire, est décédé.

Soit une photocopie du titre de pension militaire (et non du bulletin de versement de la pension) ou de l'arrêté de radiation des contrôles avec droit à pension.

Soit un état signalétique et des services militaires, signé de l'autorité qui l'a délivré pour le militaire radié des cadres ou rayé des contrôles pour raison de santé, suite à une maladie ou une blessure reconnue imputable au service.

Soit toutes pièces justifiant d'un minimum de 10 années d'engagement dans la réserve opérationnelle au 1^{er} janvier de l'année d'admission dans le lycée (copie de tous les contrats ou état signalétique et des services, signé de l'autorité qui l'a délivré, mentionnant toutes les dates de début et de fin de tous les contrats dans la réserve opérationnelle).

Nota. Seules les années d'engagement dans la réserve opérationnelle postérieures au 22 octobre 1999 seront prises en compte (cf. création de la réserve opérationnelle au vu de la Loi n°99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense).

Soit un état signalétique et des services, signé de l'autorité qui l'a délivré, justifiant un engagement minimum de 8 années dans les Armées pour le militaire du rang rayé des cadres ou radié des contrôles.

1.2. Groupe II.

L'attestation de la qualité de fonctionnaire ou d'agent du ministère des Armées (annexe VII.).

Pour les fonctionnaires, la copie de l'arrêté de titularisation ou d'intégration mentionnant la date de prise d'effet (la titularisation ou l'intégration doit être effective au dépôt de la candidature).

En aucun cas les « contractuels » et les « assimilés » ne peuvent être considérés comme ayants droit.

1.3. Groupe III.

La copie de l'octroi de la bourse nationale de lycée 2021-2022 pour les élèves qui en sont détenteurs.

Pour les élèves non détenteurs de la bourse nationale de lycée, les familles doivent initier une demande de bourse nationale de lycée spécifique à l'admission en lycées de la défense dès l'ouverture de la campagne de bourse 2022-2023 (16 mai 2022 – 6 juillet 2022) en se connectant sur le site : <https://www.service-public.fr>. L'admission définitive est subordonnée à l'obtention effective de la bourse nationale d'enseignement du second degré de lycée pour l'année 2022-2023. L'estimation de droit à la bourse doit en conséquence être transmise, dès réception et **impérativement avant le 15 juillet 2022**, à :

Base de défense de Tours
Direction des ressources humaines de l'armée de Terre
Commandement de la formation
Bureau écoles - lycées de la défense
Section lycées militaires relevant de l'armée de Terre
RD 910
37076 Tours cedex 2.
Courriel : drhat-tours-beld-slm.contact.fct@intradef.gouv.fr

Un protocole Education Nationale-ministère des Armées a été mis en place pour que les dossiers des familles demandant une intégration en lycée militaire soient traités en priorité. Ce point est à rappeler aux services instructeurs des bourses des académies par les familles qui auraient des difficultés à obtenir l'estimation de droit à la bourse dans les délais fixés. Aucune dérogation ne sera accordée.

Le jour de la rentrée scolaire, l'élève issu du groupe III ne sera accepté qu'au vu de la notification 2022-2023 de l'octroi de bourse.

Nota. Pour les familles résidant à l'étranger, il convient de se référer à la circulaire du ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR) n° 2018-058 du 21 mai 2019 (1) pour vérifier les conditions de demande de bourses liées à la résidence.

2. PIÈCES À FOURNIR PAR LES FAMILLES APPARTENANT AUX GROUPES I, II ET III.

1. La demande d'admission dûment remplie et signée, disponible sur le site internet suivant : <https://rh-terre.defense.gouv.fr> rubrique « Etudier en lycées militaires » puis « Vous inscrire ».
2. Une lettre détaillée d'un ou des responsables légaux précisant le motif de la demande d'admission à titre exceptionnel.
3. Une lettre de motivation de l'enfant.
Nota. La vocation à devenir militaire n'est prise en compte qu'à partir de nos classes préparatoires aux grandes écoles et de nos BTS. En conséquence, le souhait du candidat de rejoindre les Armées ne sera pas pris en compte dans l'étude de sa candidature pour une scolarité dans le secondaire.
4. Un rapport social détaillé, datant de moins de 3 mois à la date d'envoi du dossier, établi par un assistant de service social après un entretien avec l'enfant et le responsable légal. Ce document justifiant du caractère exceptionnel de la demande **est obligatoire**. S'il n'est pas joint au dossier, il pourra être transmis directement par l'assistant de service social, sous pli cacheté portant la mention « confidentiel social », à la DRH-AT (cf. coordonnées en annexe XI.) **jusqu'au 22 avril 2022**. Une copie de ce rapport sera également adressée à la direction des ressources humaines du ministère des Armées/ service à compétence nationale – action sociale des Armées (cf. coordonnées en annexe XI.). Sans ce document, le dossier ne pourra pas être étudié.
5. Une photocopie lisible de la carte nationale d'identité en cours de validité de l'enfant (recto-verso) ou du passeport français en cours de validité ou du certificat de nationalité française délivré par le tribunal d'instance.
6. Un certificat de scolarité (année scolaire 2021-2022), marqué du cachet de l'établissement et daté de moins de 3 mois à la date de l'envoi ou du dépôt du dossier.

Les élèves qui suivent leur scolarité en France dans un établissement hors contrat doivent passer un examen d'entrée dans l'enseignement public à l'inspection académique dont relève leur établissement. Il appartient aux parents ou tuteurs d'effectuer les démarches pour inscrire leur enfant à cet examen de manière concomitante au dépôt du dossier de candidature en lycée militaire. Sans un résultat positif à l'examen auquel devra obligatoirement se présenter le candidat, sa candidature ne pourra être étudiée. Les parents devront adresser les résultats de cet examen impérativement **avant le 10 juin 2022** à la :

Base de défense de Tours
Direction des ressources humaines de l'armée de Terre
Commandement de la formation
Bureau écoles - lycées de la défense
Section lycées militaires relevant de l'armée de Terre
RD 910
37076 Tours cedex 2.
Courriel : drhat-tours-beld-slm.contact.fct@intradef.gouv.fr

7. Une copie de l'avis d'imposition 2021.
8. Les bulletins scolaires, marqués du cachet de l'établissement, des trois trimestres des deux années précédentes et des deux premiers trimestres de l'année en cours.

Nota. Les bulletins scolaires en langue étrangère doivent être transmis avec une traduction certifiée conforme à l'original.

Les familles dont les enfants ont été scolarisés dans un établissement qui pratique un système d'évaluation non chiffré, demanderont au proviseur ou à son adjoint, d'établir un bulletin d'équivalences chiffré sur 20 pour toutes les disciplines. Il devra être signé et marqué du cachet de l'établissement. En aucun cas les familles ne peuvent établir elles-mêmes cette équivalence. Sans ce document, la candidature ne sera pas étudiée.

9. Une copie intégrale du livret de famille avec mention de tous les enfants.
10. En cas de divorce ou de séparation :
 - la copie intégrale de l'acte de jugement définissant le partage ou non de l'autorité parentale et à laquelle est confiée la garde de l'enfant ;
 - l'autorisation écrite de scolariser l'enfant dans un lycée de la défense par l'autre parent (annexe X.) qui mentionnera ses coordonnées (adresse, courriel et téléphone) ou, par défaut, la copie de la décision du juge aux affaires familiales autorisant la scolarisation dans un lycée de la défense, en cas de refus de l'autre parent ;
 - la photocopie lisible de la carte nationale d'identité en cours de validité (recto-verso) ou du passeport en cours de validité de l'autre parent.

Nota. Une attestation sur l'honneur précisant que le parent demandeur n'a plus de contact avec l'autre parent n'est pas recevable.

11. L'attestation (annexe IX.) signée du responsable légal de l'élève mineur ou du correspondant désigné de l'élève mentionnant ses coordonnées (adresse, téléphone, courriel) s'engageant à rallier l'établissement sur demande du commandement du lycée, dans les douze heures, pour une prise en charge immédiate de l'élève. (S'il s'agit d'un correspondant désigné, joindre une photocopie lisible de sa carte nationale d'identité en cours de validité (recto-verso) ou de son passeport en cours de validité).
12. Un certificat de visite, (annexe VIII.) daté de moins de 3 mois, établi par le médecin traitant (et non par le parent même si ce dernier est médecin), précisant que le candidat a subi un examen médical complet et indiquant :
 - son aptitude à la vie en internat (**et non en collectivité**) ;
 - ses exemptions éventuelles pour la pratique d'activités sportives ;
 - la certification de la mise à jour des vaccins obligatoires.

Nota. La circulaire du ministère de l'Éducation Nationale n° 2003-135 du 8 septembre 2003 relative à l'accueil en collectivité des enfants et adolescents atteints de troubles de la santé évoluant sur une longue période ne s'applique pas aux établissements sous tutelle du ministère des Armées. Tout candidat à une admission au sein d'un lycée de la défense doit donc être dans des conditions physiques et psychiques compatibles avec la vie en internat.

13. Dès réception, la photocopie du bulletin de notes du 3^{ème} trimestre de l'année en cours, marqué du cachet de l'établissement, portant mention de l'autorisation de passage pour la classe demandée.

Lors de l'instruction des dossiers, en cas d'une éventuelle incompréhension au regard des documents transmis, des pièces complémentaires pourraient être demandées.